

**Convention collective**

IDCC : 8311. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**  
**[NORD - PAS-DE-CALAIS]**  
**(21 février 1972)**

(Etendue par arrêté du 8 mars 1973,  
*Journal officiel* du 22 avril 1973)

**AVENANT N° 82 DU 5 AVRIL 2006 (1)**

NOR : *AGRS0797007M*

IDCC : 8311

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers et des scieurs du Nord - Pas-de-Calais ;

Le syndicat des propriétaires forestiers du Nord et du Pas-de-Calais,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT du Nord - Pas-de-Calais ;

L'union régionale du syndicat FO du Nord - Pas-de-Calais ;

L'union régionale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le chapitre I<sup>er</sup> est modifié de la façon suivante :

Les dispositions de l'article 100 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**Article 100**

*Activités assujetties*

La présente convention fixe, pour la région Nord - Pas-de-Calais, les rapports entre les salariés relevant du régime de la protection sociale et les entreprises de travaux forestiers au sens de l'article L. 722-3 du code rural.

---

(1) La procédure d'extention de ce texte a été engagée.

Relèvent donc de la convention :

1. Les salariés des exploitants forestiers ;
2. Les salariés des entreprises prestataires de services en milieu forestier ;
3. Les salariés des entreprises de reboisement et de sylviculture ;
4. Les salariés des propriétaires forestiers sylviculteurs ;
5. les salariés des scieries relevant du régime agricole.

L'article 510 devient l'article 101. Il est modifié de la façon suivante :

#### Article 101

##### *Bûcherons tâcherons*

Les bûcherons travaillant à la tâche en forêt, alors même qu'aucun horaire précis ou qu'aucun contrôle immédiat ne leur serait imposé, sont des salariés soumis aux dispositions de la présente convention collective, qu'ils travaillent pour le compte d'un propriétaire, d'un exploitant forestier, d'un prestataire de services ou d'une scierie.

La levée de présomption de salariat n'est possible que dans les conditions prévues par les articles L. 722-23 et D. 722-3 du code rural qui autorisent l'immatriculation des prestataires de services en milieu forestier auprès de la mutualité sociale agricole.

L'article 101 « Salariés étrangers » devient l'article 105.

Il est créé un article 106 rédigé de la façon suivante :

#### Article 106

##### *Stagiaires*

Les élèves âgés d'au moins 14 ans peuvent accomplir des stages en entreprise pendant les 2 dernières années de leur scolarité.

Les stagiaires ne relèvent pas des dispositions de la présente convention. Les conditions de stage sont fixées par une convention obligatoire entre l'école et l'entreprise.

Il est rappelé que l'addition du temps dans l'entreprise d'accueil et du temps de formation à l'école ne peut dépasser 8 heures et 32 heures par semaine (35 heures pour les élèves âgés d'au moins 15 ans).

#### Article 2

Le chapitre II est modifié de la façon suivante :

Les dispositions de l'article 201 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 201

##### *Participation aux commissions mixtes*

Lorsque les salariés participent à des réunions organisées entre les parties liées par la présente convention, le temps correspondant au travail qui, à cette occasion n'a pu être accompli, est rémunéré comme temps de travail, dans les conditions prévues à l'accord national du 21 janvier 1992 relatif à l'organisation de la négociation collective.

Le nombre de bénéficiaires est limité à 3 salariés en activité chez un employeur relevant de la présente convention collective, par organisation syndicale. Le nombre total de bénéficiaires ne peut être supérieur à 10 pour une même réunion.

Les frais de déplacement des salariés bénéficiaires sont pris en charge conformément à l'accord national du 21 janvier 1992 précité.

L'organisation matérielle est prise en charge selon l'accord national du 21 janvier 1992 précité (propriétaires forestiers : avenant du 8 décembre 1995 ; exploitations forestières et scieries : avenant du 20 juin 2000).

### **Article 3**

Le chapitre III est modifié de la façon suivante :

Les dispositions de l'article 301 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### **Article 301**

##### *Emplois simultanés*

Il est interdit aux employeurs d'embaucher des salariés en congés payés.

En cas d'embauche d'un salarié déjà pourvu d'un emploi, le cumul d'emploi n'est possible que dans le respect de la durée maximale du travail.

Les dispositions de l'article 302 sont modifiées de la façon suivante :

#### **Article 302**

##### *Contrat écrit et information du salarié*

Tout embauchage est constaté par écrit dès le 1<sup>er</sup> jour du travail. En cas d'embauchage sous CDD, le salarié reçoit un exemplaire du contrat au plus tard dans les 2 jours suivant l'embauchage.

Lors de son embauchage, le salarié est informé de l'existence de la présente convention, qui sera tenue à sa disposition par l'employeur.

Les dispositions de l'article 303 sont modifiées de la façon suivante :

#### **Article 303**

##### *Marchandage, embauche d'aides par le bûcheron*

Le marchandage est interdit, aucun intermédiaire ne peut être placé entre l'employeur et le salarié.

Il est interdit à un bûcheron de s'adjoindre un ou plusieurs aides si ceux-ci n'ont pas été préalablement embauchés par l'employeur.

A l'article 311, 3<sup>e</sup> alinéa, il y a lieu de lire « l'article L. 122-32-5 du code du travail » au lieu de « L. 122-32-6 ».

Le reste sans changement.

Les dispositions de l'article 312 sont modifiées de la façon suivante :

#### Article 312

##### *Maternité et adoption*

Alinéa 1 : sans changement.

Alinéa 2 : « En outre, tout salarié justifiant d'une ancienneté minimale de 1 an à la date de naissance de son enfant ou de l'arrivée au foyer d'un enfant de moins de 3 ans en vue de son adoption a droit, dans les conditions prévues aux articles L. 122-28-1 et suivants du code du travail, à un congé parental. En cas de congé parental à temps plein, le contrat de travail est suspendu.

Les dispositions de l'article 313 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 313

##### *Congé de paternité*

Tout salarié peut bénéficier, après la naissance de son enfant, d'un congé de paternité de 11 jours consécutifs, porté à 18 jours en cas de naissance multiple. Ce congé doit être pris dans un délai de 4 mois, dans les conditions prévues à l'article L. 122-25-4 du code du travail.

Ces jours d'absence constituent une suspension du contrat de travail. Ils ne sont pas rémunérés par l'employeur.

Toutefois, celui-ci avertit l'organisme social de la cessation de l'activité du salarié, de façon à permettre le versement au salarié des indemnités journalières de paternité.

Le salarié qui souhaite bénéficier du congé de paternité avertit son employeur au moins 1 mois avant la date à laquelle il prend son congé, sauf cas de force majeure.

Le dernier alinéa de l'article 325 est complété de la façon suivante :

#### Article 325

##### *Indemnité de licenciement*

Dernier alinéa : « Le salaire à prendre en considération (...) prises en compte au prorata. Cette indemnité est doublée en cas de licenciement pour motif économique. »

Les dispositions de l'article 326 sont abrogées et remplacées par les suivantes.

## Article 326

### *Indemnité de départ à la retraite*

#### 1. Départ à l'initiative du salarié.

Le salarié quittant volontairement l'entreprise à partir d'au moins 60 ans (ou moins de 60 ans dans le cadre de l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale) doit avertir son employeur et respecter un préavis de 1 mois si son ancienneté de services est inférieure à 2 ans, et de 2 mois si cette ancienneté est supérieure à 2 ans.

Il reçoit, à la fin de son préavis, une indemnité de départ à la retraite, qui ne peut être inférieure à :

- 0,5 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- 1,5 mois de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

calculée sur la base des 12 derniers mois ou des 3 derniers mois (avant imputation *pro rata temporis* des primes ou gratifications à caractère annuel ou exceptionnel).

#### 2. Départ sur décision de l'employeur.

L'entreprise peut mettre à la retraite tout salarié âgé de 65 ans, conformément à l'article L. 122-14-13 du code du travail.

L'entreprise peut mettre à la retraite tout salarié âgé de 65 ans.

La mise à la retraite d'un salarié âgé de moins de 65 ans n'est autorisée que dans le cas d'un accord collectif étendu conclu à cet effet, ou dans le cas d'un salarié bénéficiant d'une mesure de préretraite au titre de l'exercice d'un métier pénible.

L'entreprise est tenue de notifier cette rupture et de respecter le délai de préavis fixé à l'article 322.

L'entreprise verse, à la fin du préavis, une indemnité de mise à la retraite calculée comme suit :

- moins de 2 ans d'ancienneté : pas d'indemnité ;
- de 2 à 6 ans d'ancienneté : 1/10 par mois pour les 6 premières années,
- de 7 à 10 ans d'ancienneté : 1/8 de mois par année ;
- au-delà de 10 ans d'ancienneté : 1/6 de mois par année.

Le salaire à prendre en considération est celui fixé à l'article 325.

Il est créé un article 331 ainsi rédigé :

## Article 331

### *Indemnité de précarité*

Lorsque, à l'issue d'un contrat à durée déterminée, les relations contractuelles de travail ne se poursuivent pas par un contrat à durée indéterminée, le salarié a droit à une indemnité de précarité égale à 10 % de la rémunération totale brute, due au salarié.

Le dernier alinéa de l'article 340 est modifié de la façon suivante :

#### Article 340

##### *Certificat de travail et reçu pour solde de tout compte*

Dernier alinéa : « Il peut établir un reçu pour solde de tout compte que le salarié signe. Ce document a la valeur d'un simple reçu des sommes qui y figurent. »

#### Article 4

La section 40 du chapitre IV est modifiée de la façon suivante :

A l'article 401 « Durée du travail », les mots « les articles 992 à 998 du code rural » sont remplacés par les mots « les articles 713-1 à 714-6 du code rural. »

Le reste sans changement.

Les dispositions de l'article 402 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 402

##### *Durée hebdomadaire du travail*

La durée légale du travail effectif des salariés est fixée à 35 heures par semaine.

Les temps nécessaires au trajet et aux repas ne sont pas considérés comme travail effectif.

Lorsque le port d'une tenue de travail est imposé sur le lieu de travail par des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles, contractuelles, ou par le règlement intérieur, le temps nécessaire à l'habillage ou au déshabillage est rémunéré comme temps de travail.

La répartition du travail sur 4 jours est possible dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

L'article 403 est supprimé.

#### Article 5

Le titre et les dispositions de la section 41 du chapitre IV sont abrogés et remplacés par les suivants :

##### *Section 41*

##### **Aménagement de la durée du travail**

#### Article 410

##### *Dispositions générales*

En matière d'aménagement de la durée du travail, les partenaires sociaux conviennent de se référer aux dispositions du chapitre X de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié, complétées par l'annexe II de l'accord.

Ces dispositions qui fixent les possibilités d'aménagement de la durée du travail sont annexées à la convention collective.

#### Article 411

##### *Recours à l'aménagement du temps de travail*

En cas d'aménagement du temps de travail conformément à l'article 410, les partenaires sociaux appellent tout spécialement l'attention des employeurs et salariés concernés sur le strict respect des obligations en matière :

- d'information préalable du personnel ;
- de programmation de l'activité ;
- de document de suivi.

#### Article 6

La section 42 du chapitre IV fait l'objet des modifications suivantes :

Les dispositions de l'article 420 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 420

##### *Recours à la récupération exceptionnelle*

Les heures perdues en dessous de la durée légale du travail pour cause :

- d'intempéries ;
- de causes accidentelles ou de force majeure ;
- de fête locale ou coutumière ;
- d'inventaire,

sont récupérables dans les 26 semaines qui suivent la semaine au cours de laquelle a eu lieu l'interruption.

A l'article 421 « Modalités de paiement et de récupération », les mots « et 50 heures par période de 12 mois consécutifs » sont supprimés.

Les dispositions de l'article 422 sont abrogées.

Les dispositions de l'article 423 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 423

##### *Récupération en cas d'aménagement du temps de travail*

Quand une entreprise a recours à une possibilité d'aménagement prévue à l'article 410, elle peut également recourir à la récupération exceptionnelle prévue à l'article 420.

Cependant, le cumul des heures de récupération et des heures de modulation dans le cadre de l'aménagement du temps de travail ne peut excéder 8 heures par semaine.

En outre, les plafonds d'heures de modulation figurant à l'accord national du 23 décembre 1981 incluent les heures de récupération exécutées en application de l'article 420.

L'article 424 est supprimé.

## **Article 7**

Le titre et les dispositions de la section 43 du chapitre IV sont abrogés et remplacés par les suivants :

### *Section 43*

## **Dépassement de la durée légale du travail**

### **Article 430**

#### *Définition des heures supplémentaires*

Les heures supplémentaires sont celles effectuées au-delà de la durée légale du travail.

### **Article 431**

#### *Durée maximale du travail*

1. Durée maximale quotidienne : la durée maximale quotidienne de travail effectif est fixée à 10 heures, sauf dispositions particulières visées par l'accord national du 23 décembre 1981.

2. Durée maximale hebdomadaire : la durée maximale hebdomadaire est fixée à 48 heures. Cependant, l'entreprise peut être autorisée à dépasser le plafond de 48 heures, sur demande préalable écrite de dérogation à l'inspecteur du travail.

3. Durée maximale annuelle : la durée maximale annuelle est fixée à 1 940 heures, portée à 2 000 heures dans les entreprises de travaux forestiers ou si le salarié concerné est le seul salarié permanent occupé par l'entreprise.

4. Maximum d'entreprise : l'entreprise qui emploie au moins 3 salariés doit respecter la règle du « maximum d'entreprise » figurant à l'article 8-5 de l'accord national du 23 décembre 1981.

### **Article 432**

#### *Païement des heures supplémentaires*

1. Heures supplémentaires accomplies entre 35 et 43 heures : chaque heure supplémentaire donne lieu à une majoration de salaire de 25 %.

2. Heures supplémentaires accomplies au-delà de 43 heures : chaque heure supplémentaire donne lieu à une majoration de salaire de 50 %.

3. Païement de la majoration sous forme de repos : la majoration de 25 % peut être attribuée sous forme d'un repos payé de 1/4 heure par heure supplémentaire, uniquement pour les heures accomplies entre 35 et 39 heures, et après consultation des salariés concernés.



4. Paiement des heures supplémentaires sous forme de repos : l'employeur qui aménage le temps de travail selon les dispositions de l'article 10.2 de l'accord national du 23 décembre 1981 peut payer les heures supplémentaires sous forme d'un repos payé. Ce repos est égal à 1 h 15 pour chacune des 8 premières heures supplémentaires et 1 h 30 au-delà. Cette possibilité est subordonnée à la consultation et à l'accord de chacun des salariés concernés. Les modalités de prise de repos sont précisées à l'article 10.2 de l'accord national, étant précisé que la date choisie pour la prise du repos doit recevoir l'accord du salarié.

#### Article 433

##### *Repos compensateur*

Un repos compensateur est dû à tout salarié qui accomplit plus de 1 860 heures de travail effectif par an, dans les conditions suivantes :

- de 1 861 à 1 900 heures : 1 jour ;
- de 1 901 à 1 940 heures : 2 jours ;
- de 1 941 à 2 000 heures : 3 jours.

Les modalités de prise des jours de repos compensateur sont fixées à l'article 7.4 de l'accord national du 23 décembre 1981.

#### Article 8

A la section 44 du chapitre IV, l'article 440 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 440

##### *Contrôle des heures de travail effectuées*

Le contrôle des heures de travail est organisé conformément aux articles R. 713-35 et suivants du code rural. L'employeur choisit entre 2 procédés : l'enregistrement des heures de travail effectuées ou l'affichage des heures de travail à effectuer.

Les partenaires sociaux rappellent que, en cas d'enregistrement, l'employeur remet chaque mois au salarié une copie de l'enregistrement des heures qu'il a accomplies.

Par ailleurs, en cas d'affichage de l'horaire, il est rappelé que nul ne peut être occupé en dehors de l'horaire affiché.

#### Article 9

Le chapitre V est modifié de la façon suivante :

L'article 501 est supprimé.

Il est créé un nouvel article 510 ainsi rédigé :

#### Article 510

##### *Salariat des bûcherons*

Les bûcherons tâcherons, visés à l'article 101 de la présente convention collective, perçoivent un salaire calculé conformément :

- au barème figurant à l'article 802 ci-après ;
- aux règles spécifiques figurant aux articles 511 à 514 ci-après.

L'article 520-1 est supprimé.

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 521 est complété par la phrase suivante :

#### Article 521

##### *Garantie de salaire des salariés au temps*

2<sup>e</sup> alinéa : 180 jours, au-delà de 2 ans d'ancienneté, en cas d'hospitalisation de plus de 10 jours.

Le 7<sup>e</sup> alinéa de ce même article est modifié de la façon suivante :

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence. Le cas échéant, il doit être tenu compte de la durée des contrats de travail saisonniers successifs accomplis dans l'entreprise.

La première phrase de l'article 526 est modifiée de la façon suivante :

#### Article 526

##### *Majoration pour heures de nuit*

Les heures de nuit commencent à 21 heures et finissent à 6 heures.

Le reste sans changement.

Les dispositions de l'article 529 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### Article 529

##### *Prime d'ancienneté*

Pour chaque année civile complète au service de l'entreprise, il est donné à chaque salarié, au 1<sup>er</sup> janvier, la valeur d'un point dans la limite maximale de 15 années civiles d'ancienneté.

La première année civile d'application de la prime est réputée complète lorsque l'embauche intervient avant le 1<sup>er</sup> juillet.

La prime d'ancienneté est versée mensuellement et figure à part sur le bulletin de salaire. Elle suit les variations de la valeur du point.

En cas d'absence dans le mois considéré, ladite prime est réduite à due proportion ; lorsque l'absence est indemnisée, la prime fait partie intégrante de l'indemnisation.

En cas d'absence pour congés payés, jours fériés, formation, représentation syndicale et autres cas prévus par la réglementation, ces absences ne peuvent en aucun cas induire une réduction de la prime.

Les salariés embauchés à temps partiel perçoivent une prime d'ancienneté calculée sur les bases précédentes, mais modulée suivant le rapport des heures prévues par contrat de 151,67 heures.

La valeur du point d'ancienneté est fixée par avenant à la présente convention. Elle sera révisée dans les conditions prévues à l'article 500.

L'article 536 est abrogé.

L'article 544 est abrogé.

## **Article 10**

Le chapitre VI est modifié de la façon suivante :

Il est créé un article 607 ainsi rédigé :

### **Article 607**

#### *Repos quotidien*

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien de 11 heures consécutives.

A titre dérogatoire, ce repos peut être réduit à 9 heures consécutives en cas de surcroît exceptionnel de travail.

Ce repos peut aussi être réduit en cas de travaux urgents (cas d'un accident, d'une menace d'accident), sous la responsabilité de l'employeur, qui en informe l'inspecteur du travail.

Dans tous les cas, la diminution du repos quotidien en deçà de 11 heures donne lieu à un repos équivalent au profit du salarié.

A l'article 624 « Congés pour événements familiaux », les mots « 2 jours pour la présélection militaire » sont remplacés par les mots « 1 jour pour la préparation à la défense ».

## **Article 11**

Le chapitre VII est modifié de la façon suivante :

Au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 700 « Logement temporaire », les mots « les arrêtés préfectoraux applicables » sont remplacés par les mots « les articles R. 716-1 à 25 du code rural ».

Le reste sans changement.

## **Article 12**

Les parties signataires conviennent de fixer au 1<sup>er</sup> janvier 2007 la date d'application de la nouvelle garantie prévue en faveur des salariés au temps justifiant de 2 ans d'ancienneté et hospitalisés plus de 10 jours, telle qu'elle est désormais prévue à l'article 521.

## **Article 13**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Lille, le 5 avril 2006.

(Suivent les signatures.)